

**ASSEMBLEE NATIONALE
PRESIDENCE**



**REPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès**

**MOT DE CIRCONSTANCE
DE L'HONORABLE ISIDORE MVOUBA,
PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
A L'OCCASION
DE LA CLOTURE DE LA TROISIEME SESSION
ORDINAIRE ADMINISTRATIVE
DU 02 JUIN 2018**

Brazzaville, le 13 Août 2018

- **Monsieur le Ministre des Affaires Foncières et du Domaine Public, chargé des relations avec le Parlement ;**
- **Honorables Députés, Chers collègues ;**
- **Mesdames et Messieurs,**

Au moment où les rideaux se referment sur notre session, je voudrais chaleureusement remercier toutes celles et tous ceux, qui, malgré la dureté des temps, se dévouent corps et âme, parce qu'ils considèrent, en législateurs convaincus, que les attentes de nos concitoyens sont leurs priorités, au travers d'une volonté inébranlable de les servir.

A la veille des festivités du 58^{ème} anniversaire de l'indépendance de notre pays, je me permets d'exprimer notre fierté pour le chemin parcouru fait des conquêtes significatives et emblématiques.

Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la République, saura redéfinir le cap dans les tout prochains jours. Je sais qu'il trouvera les mots justes pour rassurer le peuple qui est tenté ces derniers temps, et on le voit çà et là, par la désespérance.

Pourtant, le peuple congolais doit continuer à y croire, parce que le Congo notre pays est doté des atouts indéniables qui sont autant de moyens de son essor économique.

Monsieur le Ministre,

Honorables Députés, Mesdames et Messieurs,

La présente session a connu des affaires de portée stratégique comme l'a dit le deuxième secrétaire : le Programme National de Développement 2018-2022 ; le débat d'orientation budgétaire. Les échanges qui ont porté sur ces questions

majeures, signent la volonté des décideurs d'aller de l'avant.

Un proverbe chinois affirme que « La valeur d'un général réside dans sa stratégie et non dans son courage ».

Le plan quinquennal que nous venons d'adopter a vocation à ré enchanter le rêve, en même temps qu'il balise notre marche vers le progrès.

Son appropriation par les députés que nous sommes, est une exigence majeure pour deux raisons simples :

- 1. En saisir la quintessence pour le vulgariser à travers tout le pays auprès de nos mandants;**
- 2. En faire un outil efficient du contrôle de l'action gouvernementale.**

Nous devons veiller à ce qu'il y ait de moins en moins de déperdition de fonds, faute d'un système

d'informatisation fiable, intégré et cohérent participant à un meilleur pilotage de nos administrations.

Madame et Messieurs les Présidents des Commissions, gardez vos lampes allumées, et portez vos tenues de travail. Cette allusion évangélique montre le caractère sacré de votre mission.

Pour tout dire, le Plan National de Développement traduit la vision d'un homme, celle du Président Denis SASSOU-N'GUESSO.

Apprenez que la vision, lorsqu'elle est portée par un noble dessein, se détache graduellement du virtuel pour devenir une réalité. La transition du virtuel à la réalité se traduit par l'effort, la ténacité, la détermination et le dynamisme.

Je tiens ici à souligner le fait que de façon unanime les députés que nous sommes, avons décidé de porter la question de bonne gouvernance au

fronton du PND 2018-2022 en écho au discours historique du Président de la République prononcé le 30 décembre 2017 devant le parlement réuni en Congrès. Je m'en réjouis !

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs les députés, Chers amis,

Je tiens à dire que, dans nos rapports avec le Gouvernement, commence une nouvelle ère qui marque une nouvelle conception dans le contrôle de l'action gouvernementale.

En effet, l'utile et fructueuse discussion que nous avons eue avec le Gouvernement à la faveur de la tenue du débat d'orientation budgétaire va nous sortir du piège scélérat du saupoudrage, afin de mener une lutte déterminée contre les antivaleurs sans hésitation et atermoiement.

Nous devons pousser l'Exécutif à opérer des choix volontaristes pour développer de façon

conséquente et pérenne, le secteur productif hors pétrole. Déjà, quelques prémices encourageantes se font sentir du côté du secteur minier. C'est bien de le dire !

Si nous décidons d'améliorer la gouvernance allons-y avec cran et détermination.

Si nous décidons d'améliorer le climat des affaires, faisons-le avec Allan de manière vigoureuse et efficiente pour attirer les investisseurs étrangers. N'oublions pas que nous sommes au bas du tableau dans le classement Doing Business.

Il nous faut aussi explorer la piste des financements innovants pour réussir notre pari de développement, quand on sait que nous avons adopté le PND avec un déficit rédhibitoire.

Enfin, si nous décidons d'industrialiser notre pays, prenons le pari exigeant de transformer nos

importants atouts comparatifs en atouts compétitifs.

Notre tâche n'est pas des plus aisées, car notre action a moult détracteurs, ces cassandres de l'unité nationale qui n'ont de cesse de noyer notre action sous un flot d'injures, de calomnies et de diffamations.

Pour prendre mon cas personnel,

Tantôt, j'ai eu à détourner des deniers publics dans la gestion du fonds des générations futures.

Grossier mensonge ! De ma vie de ministre, je n'ai jamais géré un quelconque fonds. Premier Ministre, je n'étais pas Chef du Gouvernement. Je n'ai jamais été l'ordonnateur du Budget de l'Etat.

L'allocation de un milliard deux-cent millions mise à la disposition du Congo sur intervention du Président Denis SASSOU-N'GUESSO par le défunt Président Omar BONGO ONDIMBA a été déposée dans un compte bancaire géré avec orthodoxie pour payer les travailleurs de COMILOG.

Je n'ai jamais eu accès à ce compte, ni en qualité d'ordonnateur, ni en qualité de bénéficiaire. Autre grossier mensonge ! Je vous ouvre mon cœur parce que j'estime qu'en ma qualité de Président de l'Assemblée Nationale, j'ai une obligation de sincérité et de transparence à votre égard.

Je ne parle pas de l'appartement de la rue des Pavillons qui est un gîte d'étudiants comprenant deux petites chambres.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Chers amis,

Lors de notre séjour en République de Turquie pour représenter le Président de la République à l'occasion de l'intronisation du Président Recep Tayyip ERDOGAN, nous avons eu la conviction qu'il y a fort à gagner en consolidant notre coopération avec ce pays.

Aux Pays-Bas, à La Haye, nous avons participé, aux événements marquant le 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome instituant la Cour Pénale Internationale (CPI). L'occasion nous a été donnée d'inviter la CPI à envisager un renouveau dans la coopération avec les Etats, notamment africains, et cette prestigieuse institution.

Dans la foulée, notre chambre a poursuivi ses activités de consolidation de sa diplomatie avec plusieurs unions interparlementaires. Et partout,

la voix du Congo s'est faite entendre de manière prodigieuse.

Dans le dessein qui est le nôtre de faire de ce temple de la démocratie, un lieu d'ouverture, de partage, de solidarité et de convivialité, nous avons tenu à y accueillir pour la première fois des jeunes collégiens, choisis sur les critères de méritocratie, à l'occasion d'une journée dite portes ouvertes de l'Assemblée Nationale.

J'aimerais rappeler qu'il n'est de richesse que d'hommes. C'est pourquoi, nous devons investir sans compter dans le capital humain.

Monsieur le Ministre,

Honorables Députés, Chers amis,

Mesdames et Messieurs,

Concernant le contrôle de l'action gouvernementale, l'audition des membres du

Gouvernement par les commissions permanentes ne s'est plus limitée qu'aux seules affaires transmises au Parlement.

Les commissions ont interpellé les membres de l'Exécutif et leurs principaux collaborateurs sur des questions d'intérêt général. Cette manière d'agir intègre parfaitement les innovations préconisées par la modernisation de notre Institution.

C'est pourquoi, j'adresse mes sincères félicitations et encouragements à celles de nos commissions permanentes, qui ont fait preuve d'imagination.

En outre, des suggestions pertinentes nous sont parvenues ; elles feront l'objet d'un examen minutieux au niveau du Bureau de l'Assemblée Nationale.

S'agissant de la situation qui prévaut dans le Pool, le Président de la République vient, avec la levée du mandat d'arrêt émis à l'encontre de Monsieur

Frédéric BINTSAMOU, de relever comme promis le défi de la paix dans ce département.

Nous espérons que cette mesure va contribuer à accélérer le processus de démobilisation, désarmement, réinsertion et réintégration (DDR).

La clôture de la troisième session ordinaire administrative intervient, et c'est l'occasion de le dire, à six jours de la date commémorative de l'installation de la 14^{ème} Législature de l'Assemblée Nationale survenue vous le savez un certain 19 août 2017. Un an déjà, serai-je tenté de dire !

Vous voyez comment le temps qui passe nous rappelle que nous devons hâter le pas, redoubler de zèle dans l'accomplissement de nos missions, car chaque jour qui passe nous rapproche un peu plus du terme de notre mandat.

Le temps nous est donc compté. C'est pourquoi nous demandons avec insistance au

Gouvernement de faire le nécessaire pour que dans les meilleurs délais, les députés que nous sommes puissions renouer le contact avec nos mandants dont nous sommes littéralement coupés depuis un an. Cette situation est dramatique.

Je voudrais pour la circonstance saluer l'ardeur au travail des députés que nous sommes.

Comme a dit le poète : « Ce que nous avons fait ne sera pas perdu à tout jamais. Tout mûrit à son temps et devient fruit à son heure ».

Point n'est besoin de marteler que le retour de la croissance tant attendue ne peut se faire sans une véritable reconversion du logiciel mental des congolais, face à leur attitude envers le travail ainsi qu'à toutes les valeurs qui favorisent le développement.

**Ceci dit, je souhaite à vous tous une bonne fête du
15 août.**

**Je déclare clos les travaux de la 3^{ème} session
ordinaire administrative.**

Vive la République !

Vive l'Assemblée Nationale !

Je vous remercie.